

AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE

Conseil d'administration n° 16

Séance du 24 avril 2026

Délibération n°ARBNA-2026-100

Objet : Projet Life Biodiv'France – Attribution du marché pour la réalisation d'une étude sur les filières économiques

Date de convocation : 10 avril 2026

Administrateurs PRESENTS :	Région Nouvelle-Aquitaine : Guillaume RIOU, Elise LAURENT-GUEGAN, Eric SOULAT, Sophie WEBER, Marie Reine SCIARD Office Français de la Biodiversité : Emmanuel DIDON Direction Régionale Environnement Aménagement Logement : Ophélie DARSEES Agence de l'Eau Adour-Garonne : Manuella BROUSSEY Conseil départemental Dordogne : Florence GAUTHIER Ligue Protection Oiseaux : Olivier LE GALL France Nature Environnement Nouvelle Aquitaine : Serge URBANO Union Régional Conseils Architecture Urbanisme Environnement : Céline MASSA Conservatoire Espace Naturel : Philippe SAUVAGE Réserves Naturelles de France : Kévin LELARGE (pouvoir à M. LE GALL) Fédération Régionale des chasseurs : Jean François SEGUY Chambre Régionale d'Agriculture NA : Christian DANIAU Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages : Serge LABARZAL SOLTENA : Romain CLOS Représentant du personnel : Emilie PÉRIÉ
Administrateurs ABSENTS ou EXCUSES :	Conseil départemental Gironde : Agnès SEJOURNET Parc Naturel Régional de Millevaches : Philippe BRUGERE Grand Poitiers : Dany COINEAU Biosena Centre National de la Propriété Forestière NA : Luc Olivier DELEBECQUE Association Régionale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques : Gilles BRICHET Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique : Jérôme KELLER
INVITES	Région NA : Anne-Sophie CHAPLAIN, Joseph SABRA ; DREAL : Natacha DULKA, Marie ROZAT ; CD24 : Cathy PRIGENT ; CD 33 : Marion MOLVEAUX, Grand Poitiers : Thomas RODIER ; ARB : Géraldine SIMON, Yvonnick GUINARD, Tiffany HERAUD LEGER, Amandine POUZET, Fabien CHATELIER, Emilie MARTINEAU ;
Secrétaire de séance	Serge URBANO FNE NA

Le conseil d'administration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1431- 1 à R.1431-21,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°2002-6 du 4 janvier 2002 relative aux Etablissements publics de coopération culturelle, modifiée par la loi n° 2006-723 du 22 juin 2006 et adaptée à la thématique environnementale par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016,

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu le décret 0°2017-402 du 27 mars 2017 relatif aux établissements de coopération environnementale,

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 3 juillet 2023 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Environnementale dénommé Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les statuts annexés à l'arrêté susvisé, notamment l'article 10 relatif aux attributions du conseil d'administration et l'article 12.3 relatif aux attributions du directeur de l'EPCE,

Vu la délibération n°ARBNA-2025-62 du conseil d'administration en date du 13 mars 2025 définissant les délégations de pouvoirs consenties à la directrice relatives notamment à l'approbation des contrats d'achats de biens, de fourniture ou de travaux ainsi que les contrats de services ou de prestations relatifs au fonctionnement général de l'EPCE d'un montant inférieur aux seuils de publicité obligatoire des marchés publics en vigueur à la signature de l'acte,

Considérant la nécessité d'une décision par le conseil d'administration du choix du prestataire pour la réalisation d'une étude sur les filières économiques au regard du montant estimatif de l'étude (150 000 €),

Considérant que l'ARB NA fait partie du consortium du projet BIODIV'FRANCE piloté par l'OFB et financé par le dispositif européen LIFE sur la période 2023-2032.

Considérant que l'ARB NA porte des actions relatives à l'accompagnement des acteurs économiques à la prise en compte de la biodiversité, notamment par un travail à l'échelles des filières économiques ainsi que par la massification du dispositif « Entreprise Engagées pour la Nature ».

Considérant que la première étape de l'accompagnement des filières économiques s'appuie sur les résultats d'une étude à mener conformément à un cahier des charges élaboré de manière partenariale. Les filières prioritaires collégialement retenues font l'objet d'une tranche ferme (agroalimentaire) et de tranches optionnelles (forêt-bois, énergie, tourisme, chimie, BTP) afin d'ajuster la prestation au budget disponible,

Considérant que les objectifs de cette étude sont :

- L'analyse de l'architecture fonctionnelle des filières économiques ciblées
- La caractérisation des vulnérabilités et dépendances de ces filières économiques à la biodiversité
- Les impacts de ces filières sur la biodiversité
- La définition des enjeux du territoire en matière de prise en compte de la biodiversité par les filières économiques

Considérant qu'une consultation publique a été organisée du 17/12/2025 au 16/02/2026 via la plateforme de marché public de l'AMPA (DEMAT AMPA) sur la base d'un cahier des charges partagé par l'ARB NA avec ses différents partenaires.

Considérant que neuf réponses ont été apportées à cette consultation par des groupements de prestataires.

Considérant que l'analyse des offres reçues suite à cette consultation a été partagée avec le comité de pilotage de cette étude et fait l'objet d'un procès-verbal joint à la présente délibération.

Considérant que l'offre économiquement la plus avantageuse est celle du groupement I Care-Apesa-Metapolis en retenant la tranche ferme (filrière agroalimentaire) et en affermissant les options relatives aux filières forêt-bois et tourisme, pour un montant total de 136 449 € TTC.

Le conseil d'administration sur le rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **De retenir l'offre du groupement I Care-Apesa-Metapolis en retenant la tranche ferme (filrière agroalimentaire) et en affermissant les options relatives aux filières forêt-bois et tourisme, pour un montant total de 136 449 € TTC,**
- **D'autoriser le président à signer le procès-verbal d'analyse des offres,**
- **D'autoriser le président à signer le marché correspondant et tout acte relatif à cette affaire.**

Nombre de votants : 18

Nombre de pour : 18

Nombre d'abstention : 0

Nombre de contre : 0

La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne

Fait à Poitiers, le 24 avril 2026

Le président de l'ARB-NA Nouvelle-Aquitaine

Guillaume RIOU



Le Président de l'ARBNA certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr."